

LETTRE OUVERTE

de L'ASSOCIATION BRETAGNE REUNIE

à Mesdames et Messieurs les participants
de la 1^{ère} Université européenne de l'A.F.C.C.R.E.

11 et 12 septembre 2014 - Nantes.

Mesdames, Messieurs,

Bienvenue à Nantes et dans sa Métropole!

Bienvenue en Bretagne, une des régions les plus ouvertes et les plus favorables à l'Europe comme le montrent les votes des Bretons en faveur de la construction européenne et les très nombreux jumelages et échanges européens des communes, des départements (Loire-Atlantique inclus) et de la Région Bretagne...

Bienvenue en Bretagne, une des Grandes Régions d'Europe !

Alors que vous êtes réunis dans le cadre de cette première Université européenne de l'AFCCRE, permettez-nous de vous adresser **cette lettre ouverte** pour attirer votre attention sur « **L'ABSURDITE REGIONALE** » à laquelle nous, citoyens de la métropole nantaise et du département de la Loire-Atlantique, sommes confrontés.

Vous êtes des **démocrates, militants de l'Europe du concret et du quotidien, et partisans d'une décentralisation cohérente et puissante, équilibrée et solidaire.**

A ce titre, vous souhaitez certainement que la France respecte les directives et les recommandations européennes en faveur des territoires et des populations (Charte des Droits fondamentaux, Charte des gouvernements locaux, vœu pour que corresponde territoires administratifs et entités historiques et culturelles...) et, intègre dans sa propre législation tous les acquis communautaires, comme doivent obligatoirement le faire les nouveaux membres de l'Union européenne.

Et pourtant ce n'est pas le cas puisque en ce qui nous concerne, la France maintient l'amputation de la Bretagne contre l'avis des populations concernées et en infraction avec le droit européen !

Nous sommes convaincus que vous ne pouvez donc pas rester insensibles à notre problématique « nantaise et bretonne ».

En effet, depuis 1941, de par une décision du gouvernement de Vichy, **le Château des Ducs de Bretagne** situé à 500 mètres du lieu de votre Université, **n'est plus en Bretagne**, qui se trouve ainsi privée de sa cohérence territoriale et du potentiel humain et économique de la Loire-Atlantique, son 5^{ème} département le plus peuplé et le plus puissant. Malheureusement, tout au long des 4^{ème} et 5^{ème} République, cette absurdité a été confirmée par plusieurs décisions technocratiques ou politiques parisiennes, et ce malgré l'opposition affirmée de

nombreux élus, représentants des forces vives et citoyens de notre département.

L'Etat, les élus jacobins et les représentants de la technocratie craignent les identités régionales et tout particulièrement ici, la reconstitution d'une région Bretagne puissante et à fort rayonnement.

Ils maintiennent donc son amputation ce qui est une PROFONDE INJUSTICE !

Malgré les **nombreuses enquêtes d'opinion**, toutes favorables au retour du 44 en Bretagne, et les « **Vœux pour la Réunification** » votés à plusieurs reprises par le Conseil Régional de Bretagne, les Conseils généraux 44 et 56 et des centaines de conseils municipaux, il n'a jamais été proposé aux habitants de Loire-Atlantique, dans le cadre d'une **consultation ouverte et libre**, de rejoindre la Bretagne, leur région historique et naturelle, et par-là même de quitter «les Pays de la Loire», région administrative sans cohérence réelle qui dépense sans compter l'argent public pour essayer de se construire une identité. C'est un **VERITABLE DENI DEMOCRATIQUE** totalement contraire à la culture démocratique et citoyenne européenne.

Au moment du lancement de la **REFORME TERRITORIALE**, nous espérons que le Président de la République et le Gouvernement ouvriraient la porte à **une recomposition cohérente et ambitieuse de l'Ouest** en proposant au Parlement, à côté de la légitime Réunification de la Normandie, **la Réunification de la Bretagne** et l'affirmation d'une grande région **Val de Loire-Centre**, trois régions comparables aux autres régions européennes à l'identité forte et à l'économie innovante et solidaire.

Grande a été notre déception, quand nous avons découvert la carte de la Présidence de la République et ses étranges arrangements territoriaux d'ailleurs remis en cause pour partie depuis !

En tout cas, nous n'avons pas connaissance d'autres pays européens où la géographie des territoires et des collectivités locales est découpée en haut, sans débat préalable et sans l'assentiment des populations ...

Cet été, de nombreux Bretons (citoyens, acteurs économiques et associatifs, artistes, élus...) se sont mobilisés dans les nombreux Festivals et rassemblements collectifs pour demander la Réunification.

Dans le même temps, la grande majorité des élus de la Région Centre militent pour que soit créée une vraie région « **Val-de-Loire** » qui couvre l'ensemble du périmètre Patrimoine Mondial UNESCO entre Chalonnes et Sully-sur-Loire avec à la fois les départements de l'actuelle région Centre et trois départements des actuels Pays de la Loire, Maine-et-Loire, Mayenne et Sarthe.

Certes, des membres de l'establishment politico-administratif des Pays de la Loire continuent à nous « vendre » le statu quo et « l'intégrité/unité » des Pays de la Loire (intégrité soutenue par seulement 1200 signataires, à travers une pétition initiée par l'actuel Président de la région et diffusée dans tous les médias locaux et nationaux - campagne de publicité de 300 000 €) ou la création d'une Très Grande région par fusion des Pays de la Loire avec la Bretagne (initiative promue dans une pétition lancée par le Président du Conseil Général de Loire-Atlantique qui a rassemblé un peu plus de 3000 signataires).

Mais, ces élus et responsables se trompent car ils sous-estiment totalement **le dynamisme créatif** qui peut naître d'un **fort sentiment collectif d'appartenance** à une région inscrite dans l'histoire, porteuse d'un grand projet d'avenir et qui compterait à 5 départements, 4,5 Millions d'habitants.

Le succès économique de « Produit en Bretagne » sur les 5 départements ou le label « Bretagne Plein Sud » des acteurs touristiques du 44 devraient pourtant les faire réfléchir.

Ils se trompent car **ils veulent une région « techno », sans cohérence et sans identité forte, dominée par les Métropoles** alors que nous voulons **une région identitaire et collective, ou la solidarité entre urbain et rural sera une exigence dans toutes les politiques menées.**

Ils se trompent car **ils veulent remplacer notre nom « Bretagne »** connu dans l'Europe entière et bien ailleurs et, synonyme de culture, d'ouverture d'esprit, de volonté d'aller de l'avant et de convivialité par une appellation bateau encore indéfinie du type « Ouest », « Grand Ouest » ou « Loire/Armorique » ... qui ne fera rêver personne et sera source de confusion ...

Ils se trompent car **ils refusent d'admettre qu'une région « Val de Loire »,** dont le nom est déjà connu dans le monde entier (synonyme de « Renaissance, humanisme, arts, jardins et vins d'exception »... mais aussi de produits de qualité, d'innovation, de tourisme et de culture) et, déclinable dans les territoires « Maine, Anjou, Saumurois, Touraine, Blésois, Lochois, Orléanais, et par extension Berry, etc... », a toute sa place dans le concert des régions européennes... à condition que son identité ne soit pas déformée et banalisée.

Ils se trompent encore car ils craignent que **Nantes revenue en Bretagne,** perde de son rayonnement et de son dynamisme alors que bien entendu, elle continuera à être dotée des investissements et des équipements structurants dont elle a besoin pour poursuivre son développement et que, rien n'empêchera les habitants et les acteurs économiques et culturels des départements voisins de continuer à en faire leur **métropole de référence ...**

Ils se trompent enfin, en ne voyant pas à terme, l'intérêt de redonner à la Bretagne son unité et sa cohérence avec ses **5 départements de terre et de mer et un vrai potentiel maritime.**

Il est évident que **la question de la Réunification de la Bretagne est une question à dimension européenne.**

En effet, la culture, la langue, l'identité, **la personnalité bretonne** sont depuis longtemps considérées comme des « **trésors** » pour l'Europe qu'il faut coûte que coûte conserver, valoriser et auxquels il faut donner les moyens du développement et d'une **véritable Renaissance.**

La Réunification Bretonne est la condition sine qua non pour y parvenir.

Nous avons besoin de votre aide !

La seconde lecture du projet de loi « **Réforme des limites régionales** » doit avoir lieu au Parlement début octobre et, **pour l'instant, rien n'est joué de façon définitive.**

Nous vous invitons à rejoindre les citoyens qui veulent que la France respecte une certaine idée de la Démocratie européenne et qui vont participer à une troisième manifestation populaire pour la Réunification de la Bretagne (après celles réussies du 19 avril – plus de 10 000 manifestants - et du 28 juin – plus de 15 000 manifestants) qui **aura lieu :**

le SAMEDI 27 SEPTEMBRE à Nantes.

BRETAGNE REUNIE

Membre de la plateforme de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union Européenne

BP 49032 44090 Nantes/Naoned Cedex 1

Tel : +33 (0)6 82 67 19 46

www.bretagne-reunie.org

courriel : contact@bretagne-reunie.org

11 septembre 2014